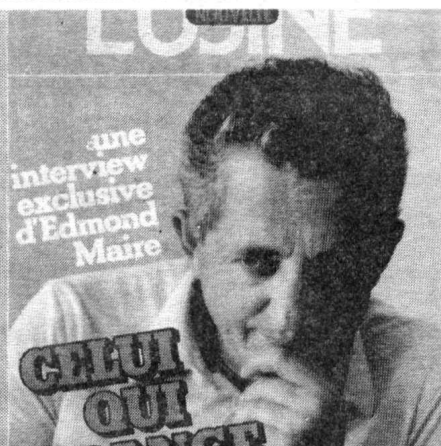


DIVISION SYNDICALE : LA CONTRIBUTION D'EDMOND MAIRE



En juin dernier, le Comité confédéral national de la CGT théorise la rupture de l'unité d'action avec la CFDT : celle-ci était accusée d'être dans le camp de l'impérialisme face aux « forces de progrès », l'URSS en tête. Ce mois de septembre est marqué par une nouvelle accentuation de la division syndicale entre la CGT et la CFDT. Tandis que le patronat et le gouvernement poursuivent leurs attaques, la presse et les moyens d'information à leur service pouvaient proclamer avec satisfaction : « CGT-CFDT, c'est la rupture ». Pourquoi cette escalade de la division ? Comment y faire face et œuvrer dans les difficiles conditions actuelles à l'unité d'action syndicale, composante essentielle de l'unité des travailleurs ?

« Un appel au dialogue entre partenaires sociaux »

Dans son numéro de septembre, le journal patronal *L'usine nouvelle* publie une interview exclusive d'Edmond Maire. Le secrétaire général de la CFDT y développe les orientations caractéristiques du « recentrage » que lui-même préfère qualifier de « resyndicalisation ». « La resyndicalisation », dit-il, « c'est la volonté d'intégrer dans notre lutte pour changer la société une confrontation avec le monde patronal à partir d'une action plus proche des salariés. (...) Quand nous disons qu'il faut resyndicaliser la vie sociale en France, le discours s'adresse à tout le monde, c'est-à-dire aussi au patronat ». Définir le dialogue avec le patronat comme un moyen de transformer la société, c'est là la conception caractéristique de la collaboration de classes. Celle-ci substitue au rôle décisif de la lutte de classes, de l'affrontement entre les travailleurs et ceux qui les exploitent, la croyance que de la confrontation d'idées, de la discussion avec l'ennemi de classe peuvent sortir les transformations sociales. Il ne s'agit pas de nier bien sûr la nécessité des négociations, mais celles-ci ne sont qu'un moment de la lutte de classes. Les négociations en elles-mêmes ne font rien avancer. A l'heure où le patronat est engagé dans une offensive de grande ampleur contre les travailleurs, il s'appuie sur les conceptions de collaboration de classes pour faire avancer ses attaques. *L'usine nouvelle* ne s'y trompe d'ailleurs pas en écrivant : « Au-delà de la dureté de certains propos, cette interview d'Edmond Maire représente, pour peu qu'on la lise attentivement, un appel au dialogue. Si les partenaires sociaux le comprennent ainsi, la vie nationale de cette année, où vont s'exprimer les opinions les plus

extrêmes, pourrait bien en être radicalement changée ». C'est là l'hommage rendu à une politique syndicale qui va en sens inverse de l'esprit de résistance et de lutte qui seul peut faire échec aux attaques patronales.

Réduire les revendications à ce qui est admissible par le capital

Sur la base de cette conception de collaboration de classes (qui n'est pas une erreur d'ordre théorique mais la marque de rapports avec la bourgeoisie qui ne sont pas ceux d'exploiteurs à exploités), Edmond Maire expose la nécessité de faire preuve de ce qu'il appelle réalisme.

Ce « réalisme » vise à être en quelque sorte plus convaincant auprès du patronat : « Nous aurions même tendance à considérer que le fait de bien prendre en compte les données de la situation rend la confrontation syndical-patronat plus vraie mais aussi plus difficile à supporter. Car si les contre-propositions que nous avançons sont effectivement possibles, si elles mettent en cause certains aspects du pouvoir patronal, certains comportements ou habitudes, elles sont plus difficiles à récusar qu'un discours idéologique portant sur les beautés d'un autre système dans lequel nous ne sommes pas pour l'instant ». Comme si par la vertu de la discussion, le patronat pouvait renoncer à ses projets, étant en quelque sorte coincé par de bons arguments.

En fait, le « réalisme » dont il est question conduit à inscrire les revendications dans la limite de ce qui est possible dans la logique capitaliste.

Elle débouche sur l'idée que les travailleurs eux-mêmes doivent consentir des sacrifices. A la question : « Il paraît aussi que vous acceptez de remettre en cause, quand il le faut, certains acquis sociaux... », Edmond Maire répond : « Remettre en cause est une expression qui peut vouloir dire beaucoup de choses. Je préfère l'expression "modifier" ».

Plus loin, Edmond Maire précise : « Dans la période de crise actuelle, nous pensons que cette révision des acquis est encore plus nécessaire ».

A un moment où, dans de multiples domaines, l'offensive patronale a pour but de remettre en cause des acquis de luttes ouvrières antérieures, un tel point de vue va au devant de ces attaques. Il tourne le dos à la lutte. Parlant de la durée du temps de travail, Edmond Maire déclare à propos des acquis de 1936 : « Cet acquis-là, aujourd'hui, doit être modifié ». Concernant les salaires, Edmond Maire déclare : « L'acquis, c'est quelque fois ce

que l'on a de plus que les autres, et l'on a du mal à voir les autres rattraper sa propre situation. Cela est particulièrement vrai en matière de hiérarchie des salaires... Ce sont pourtant là aussi des acquis qu'il faut modifier ». En somme, au lieu d'unir l'ensemble des travailleurs pour l'augmentation générale des salaires, il s'agit d'appeler une partie des travailleurs à mettre en veilleuse leurs revendications. Au lieu de chercher à unir tous les travailleurs pour frapper le capital, il s'agit d'appeler certains travailleurs à accepter une baisse de leur pouvoir d'achat au nom de la solidarité avec les moins bien payés. Il s'agit en quelque sorte d'opérer une autre répartition de la masse salariale. Et cela au moment où la politique patronale et gouvernementale consiste justement à faire reculer le pouvoir d'achat.

Dans le domaine de l'emploi, Edmond Maire déclare : « Il est difficilement concevable que les acquis des pays développés puissent être intégralement inchangés par rapport aux pays sous-développés. Or, la situation de domination économique de certains pays se retrouve dans la vie quotidienne à travers l'emploi. Il est normal que les pays sous-développés veuillent avoir une sidérurgie, veuillent produire leur textile, etc. Et cela a des conséquences chez nous ».

Quand le réalisme revient à quémander la cogestion

S'il y a certaines choses exactes dans ce que dit ici Edmond Maire, il n'en reste pas moins qu'il escamote complètement le rôle décisif des monopoles capitalistes dans le chômage. Le chômage est fondamentalement dû à la recherche du profit maximum par les capitalistes qui les conduit à concentrer la production, à réduire les coûts de main d'œuvre, à mécaniser. La démarche d'Edmond Maire conduirait à accepter les suppressions d'emplois au nom d'une soi-disant solidarité avec le Tiers Monde présenté ainsi comme responsable du chômage. La contradiction apparente qui existe entre l'emploi dans les pays industrialisés et le développement des pays du Tiers Monde ne tient qu'à une chose : la logique capitaliste. Il ne s'agit pas comme on pourrait le croire en lisant Edmond Maire d'une sorte de phénomène inévitable. Une économie ne fonctionne plus selon les règles de la recherche du profit maximum mais ayant notamment pour but de répondre aux besoins de l'édification économique indépendante des pays du Tiers Monde serait sans doute loin d'être touchée par le sous-emploi tant ces besoins sont immenses.

Dans la pratique, la démarche d'Edmond Maire a pour effet d'accepter les suppressions d'emplois. Il ne reste plus qu'à négocier des reconversions dans d'autres secteurs qui seront à leur tour, plus tard, le lieu de nouveaux licenciements.

L'illustration de cette orientation nous est fournie actuellement par les positions confédérales de la CFDT sur l'automobile (au fait, il n'est pas question, là, du Tiers Monde).

Prônant la concertation, le réalisme, Edmond Maire débouche sur l'affirmation selon laquelle « il est essentiel de faire des propositions qui tiennent compte des réalités. (...) Nous tenons à la notion de planification contractuelle, ou, dans chaque branche industrielle, on discute des problèmes d'avenir, des échanges extérieurs, des problèmes d'emplois industriels ou régionaux ». La boucle est bouclée : la collaboration de classes devient revendication de cogestion. Pour Edmond Maire, les syndicalistes et les patrons peuvent concourir aux mêmes buts. Parlant des PME, Edmond Maire déclare : « Les dirigeants du patronat devraient avoir une attitude de plus ouverte, non pas à l'égard de la CFDT plus particulièrement mais à l'égard de tout syndicat qui, dans l'entreprise, pose vraiment les problèmes de modernisation, d'amélioration des conditions de travail et de transformation des relations sociales. Leurs militants devraient être respectés et considérés comme un élément important pour l'avenir de l'entreprise, et non, comme trop souvent, brimés et réprimés ». Eh oui, le patronat brime et réprime et Edmond Maire, lui, quémande de la reconnaissance !

La collaboration de classes n'est pas réaliste décidément. Il est indéniable que ces orientations constituent un obstacle important aux possibilités d'unité d'action syndicale et que la défense des intérêts des travailleurs nécessite de les combattre.

Ceux qui se réjouissent des querelles

Suite à cette interview à *L'usine nouvelle*, Edmond Maire a prononcé à Nantes un discours dont une partie importante a été consacrée à répondre aux attaques du PCF et de la CGT. Bien des choses qui y sont dites sont exactes en elles-mêmes. En particulier quand Edmond Maire déclare à propos du Comité confédéral national de la CGT du 16 juin dernier : « La CGT refuse les thèses du non-alignement. Deux grands blocs s'affrontent dans le monde, les forces de progrès et l'impérialisme. Du côté des forces de progrès, d'émancipation

et de paix, on trouve évidemment l'Union soviétique. Mais, fait nouveau, du côté de l'impérialisme, on trouve la CFDT ». Tel est, en effet, le sens réel et profond des attaques du PCF et de la CGT contre la CFDT : son opposition à la politique expansionniste de l'URSS (voir *L'Humanité* rouge No 1214).

Si l'on comprend bien qu'Edmond Maire soit amené à faire face à de telles attaques, il n'en reste pas moins que son discours de Nantes n'est pas parti de la nécessité de faire face à l'offensive patronale et gouvernementale. Si telle avait été sa démarche, au lieu de chercher à répondre prioritairement aux attaques de la CGT, il aurait avant tout insisté sur la nécessité de l'action et appelé à s'unir tous ceux qui voulaient réellement y faire face. Là aussi, il y a l'expression d'une orientation qui ne part pas des nécessités de la lutte de classes.

En agissant ainsi, Edmond Maire se prête aux manœuvres patronales et gouvernementales qui visent à profiter des divisions syndicales et à les accentuer. Ce n'est évidemment pas un hasard si la télévision a monté en épingle ses critiques à l'égard de la CGT. Ce n'est pas un hasard non plus si *L'usine nouvelle* pouvait écrire : « Ensuite, le secrétaire général de la CFDT décoche quelques flèches. Sa première cible : la CGT... ».

Les travailleurs sont aujourd'hui confrontés à deux grandes politiques de division. Celle mise en œuvre par Edmond Maire qui s'oppose aux luttes nécessaires contre les attaques patronales. Celle mise en œuvre par la direction du PCF et qui s'est traduite dans la CGT par le CCN de juin dernier : le soutien à l'URSS dans sa politique d'agression et d'expansion. Cette politique a pour conséquence d'attaquer tous ceux qui s'opposent à ces agressions.

Ces deux politiques n'ont pas pour motivation les intérêts des travailleurs. Agir conformément à leurs intérêts c'est, aujourd'hui, à la fois adopter une orientation de lutte de classes tout en agissant en faveur de l'indépendance des peuples.

Face aux attaques du patronat et du pouvoir, l'unité d'action contre eux constitue une priorité. Ceux qui, pour des raisons autres que celles tenant à la lutte contre le pouvoir et le patronat, en viendraient à s'opposer à l'unité d'action porteraient une lourde responsabilité et démontreraient par là-même que la défense des intérêts des travailleurs n'est pas ce qui les guide. A la CGT comme à la CFDT, ceux qui sont attachés réellement à cette lutte ne manquent pas.